

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

VENDREDI 4 AVRIL 2014

N° 17.866

Changement climatique

L'aménagement de La Réunion à revoir complètement

Dans son dernier rapport, le groupe de travail numéro 2 du GIEC consacre un chapitre aux petites îles. Les menaces annoncées concernent largement La Réunion: submersion du littoral, dégradation des récifs coralliens et cyclones. Tout l'aménagement est à revoir.

Les risques actuels et futurs liés au climat pour les petites îles durant le 21^e siècle sont la hausse du niveau de la mer, les cyclones, l'augmentation de la température de l'air et de l'océan, ainsi que la changement du rythme des précipitations. Ces risques futurs auront un impact sur la capacité d'adaptation des îles, notamment pour l'environnement et les moyens de subsistance.

La hausse du niveau de la mer est une des menaces les plus largement reconnues pour les régions littorales, les îles et les atolls. Il est presque certain que la hausse du niveau moyen mondial des océans s'accélère. D'ici 2100, la hausse pourrait être comprise entre 35 et 70 centimètres. Cette augmentation accentuera l'impact des raz de marée, et les risques d'érosion des régions côtières et insulaires.

Pollution des nappes phréatiques

Le rapport du GIEC considère également un autre fait majeur: une forte probabilité pour que ces submersions marines puissent polluer les nappes phréatiques proches des côtes. Un tel phénomène mettra en danger les ressources en eau proches du littoral, par exemple la nappe de la plaine des Galets.

La hausse de la température de la surface de la mer va également accentuer le phénomène de blanchiment des coraux, et la dégradation des récifs. Etant donnée la dépendance des habitants des îles envers les récifs coralliens, notamment pour la protection des côtes, la pêche et le tourisme, il y a une haute probabilité que la dégradation de l'écosystème des récifs coralliens impacte négativement les habitants des îles, et les moyens de subsistance.

C'est donc tout le littoral Ouest qui est concerné, de Saint-Paul à Saint-Pierre en passant par Saint-Leu. C'est justement là que des opérations sont menées à bien pour y concentrer davantage la population au détriment des hauts, pourtant protégés des effets de la hausse du niveau de la mer.

Des causes lointaines redoutables

Etant données les caractéristiques physiques des petites îles, le 5^e rapport du GIEC confirme à nouveau le haut niveau de vulnérabilité de ces pays à de multiples pressions.

Les petites îles ne courent pas toutes les mêmes risques. Du fait de leur diversité, leur vulnérabilité et les mesures d'adaptation peuvent varier d'une région à une autre, et entre îles proches géographiquement. Dans le passé, cette diversité n'a pas toujours été prise en compte dans les plans d'adaptation au changement climatique.

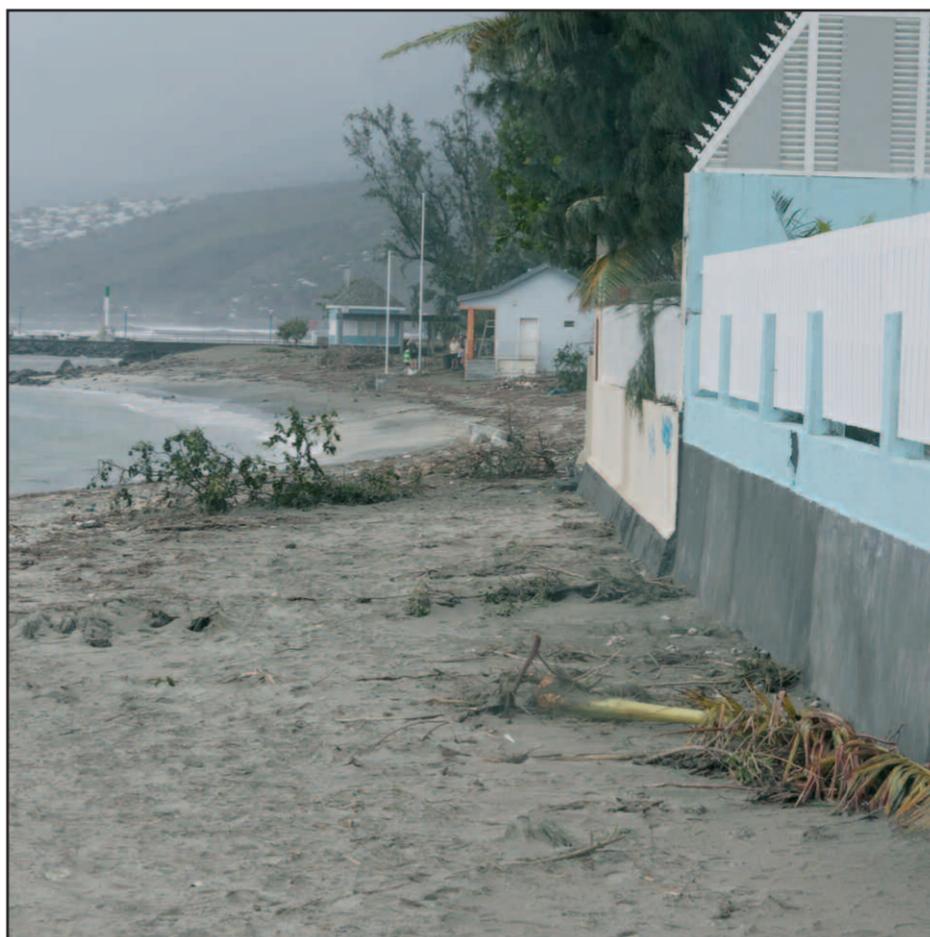
Le GIEC note également une amélioration de la connaissance des risques liés au climat concernant les petites îles, provoqués par une cause lointaine. Des phénomènes distants peuvent avoir un impact négatif, notamment les tempêtes de sable du Sahara ou des déserts d'Asie. Le GIEC met aussi l'accent sur les risques potentiels liés à l'importation de plantes et d'animaux venus de plusieurs milliers de kilomètres. La Réunion est déjà fortement touchée par les pestes végétales. Quant à sa faune, elle a été décimée en quelques siècles par les humains et les animaux venus d'autres continents. Ces risques seront amplifiés par le changement climatique, estime le GIEC.

Le grand bénéfice d'une politique d'adaptation

Le GIEC souligne que l'adaptation au changement climatique peut procurer de grands bénéfices aux petites îles, si cette politique est appliquée en association avec d'autres, comme la réduction des risques naturels, et une politique de développement plus proche de la population.

Face aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux du moment, la sensibilisation et la communication sur les risques futurs vont probablement augmenter la capacité des populations et de l'environnement à résister aux impacts à long terme du changement climatique.

L'adaptation et l'atténuation dans les petites îles peuvent être considérés comme un complément dans la réponse mondiale au changement climatique. L'approvisionnement et l'utilisation de l'énergie, les infrastructures pour le tou-



Le littoral de La Réunion est la zone la plus vulnérable aux effets du changement climatique.

risme et les activités, et les services associés aux zones humides côtières peuvent être pensés dès le départ pour concilier adaptation au changement climatique et atténuation de la pollution de l'atmosphère.

Solidarité internationale et savoir-faire traditionnels

C'est pourquoi le GIEC précise que les expériences pilotes d'adaptation et d'atténuation dans une île peuvent être une source d'inspiration pour d'autres petits

États insulaires, à condition de tenir compte du contexte socio-économique, culturel, environnemental et politique de chaque lieu d'application.

Enfin, la capacité des petites îles à soutenir des programmes d'adaptation et d'atténuation, ainsi que leur efficacité, peuvent être fortement renforcées par un soutien approprié de la communauté internationale, indique le GIEC. Il ne faut toutefois pas non plus que cette solidarité soit la base du plan d'adaptation au changement climatique. Le GIEC pense qu'il est important de s'appuyer sur la responsabilité de la population, en mettant en valeur des pratiques qui ont déjà prouvé leur efficacité dans le temps.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr

SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

EMAIL AVIS, ABONNEMENT :

avis.temoignages@wanadoo.fr

EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Que devient la décentralisation ?

Le résultat des élections municipales a des conséquences bien au-delà des sphères communales. Elles ont des effets dans d'autres institutions. Tout d'abord dans une institution existante, le Sénat. La majorité a perdu la direction de plus de 150 villes grandes et moyennes. En septembre prochain, la moitié des sénateurs seront renouvelés. La majorité risque bien de basculer. Deux conséquences: tout d'abord il sera plus difficile au gouvernement d'envisager des réformes constitutionnelles sans passer par le référendum. S'il veut agir dans ce domaine, il devra donc le faire avant le mois de septembre.

Ensuite, le Sénat sera le point d'appui parlementaire de l'opposition. La Haute assemblée avait joué ce rôle pendant quelques mois quand Nicolas Sarkozy était à l'Élysée. Cette fois, cette assemblée pourrait s'opposer pendant trois ans au gouvernement.

C'est alors qu'il est question de l'acte 3 de la décentralisation.

Car l'autre conséquence du scrutin de dimanche dernier est sur les prochaines élections dans les collectivités territoriales. Dans le prolongement des municipales, des régionales et départementales sont prévues l'année prochaine. L'opposition va donc chercher à gagner des Régions, et à prendre la direction de la majorité des Départements. Il est prévu que ces collectivités aient des pouvoirs plus importants.

Enfin, la défaite de la majorité aux municipales lui fait perdre par avance la direction de nouvelles collectivités: les Métropoles. Si le PS a réussi à garder la direction des villes de Paris, de Lyon et de Lille, il a perdu Toulouse et a échoué à Marseille. La majorité a également reculé dans les banlieues parisiennes et lyonnaises.

Les Métropoles sont des collectivités regroupant les territoires de grandes villes et de communes environnantes. Celles de Paris, Marseille, Lyon, Toulouse et Lille seront alors dirigées par l'opposition.

Une seule élection municipale aura donc d'importantes conséquences sur les collectivités créées ou aux compétences renforcées par l'acte 3 de la décentralisation.

Avec le Sénat et des collectivités aux pouvoirs élargis, l'opposition pourra donc avoir des armes puissantes pour contrer la politique de la majorité. Cela doit être loin du scénario imaginé par le gouvernement lors de la conception de cette nouvelle étape de la décentralisation. Car cela peut compliquer encore davantage pour la majorité la campagne de la prochaine élection présidentielle. Se pose alors la question du devenir de l'acte 3 de la décentralisation. Le gouvernement maintiendra-t-il la feuille de route initiale au risque de renforcer probablement l'opposition ou alors va-t-il encore retravailler son projet, quitte à reporter encore la date des prochaines élections.

J.B.

Comment continuer le combat au service du peuple réunionnais?**Yvan Dejean : «Tout faire pour rassembler la famille communiste»**

Yvan Dejean: «Il faut une vision globale de ces problèmes et une rupture avec le système en place»

Invité ce jeudi dans l'émission matinale de Réunion 1ère Radio et Télé, le secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais a répondu aux nombreuses questions des journalistes et des auditeurs sur les enseignements à tirer des élections municipales et sur le remaniement gouvernemental. Face aux problèmes de plus en plus graves auxquels sont confrontés de plus en plus de Réunionnais, il a notamment plaidé en faveur de l'union des communistes autour des idées, des valeurs et des propositions défendues par cette organisation démocratique pour la libération de notre peuple des oppressions et injustices dont il est victime.

Interrogé sur la composition du nouveau gouvernement de la République française, Yvan Dejean a mis l'accent sur l'essentiel à ce propos: «quelle politique ce gouvernement va-t-il mener dans les prochaines années? Celle qui a été menée depuis deux ans a un bilan catastrophique et elle a conduit à un échec de la gauche aux municipales. Tout doit donc être remis en cause dans l'orientation politique de l'État, en particulier à La Réunion, où la situation ne cesse de s'aggraver pour les plus pauvres».

Concernant l'absence d'un(e) compatriote réunionnais(e) dans ce gouvernement, Yvan Dejean a minimisé cette

question en rappelant que l'essentiel ce sont «les compétences des ministres et leur politique». D'où l'importance, à La Réunion, de mettre en œuvre au plus vite les engagements spécifiques réunionnais pris par François Hollande le 1er avril 2012 à Saint-Louis lors de la campagne présidentielle; ce qui lui a valu un immense succès chez nous, notamment grâce au fort soutien des communistes...

«Tendre la main»

«Il faut donc un changement radical

de cap à La Réunion, pour en finir avec le chômage, le coût de la vie, les inégalités sociales et les autres graves problèmes du pays. Il faut une vision globale de ces problèmes et une rupture avec le système en place», afin de créer les conditions d'un développement durable au service du peuple réunionnais; «et chacun doit mesurer ses responsabilités à ce sujet», a déclaré le dirigeant communiste.

Cet esprit de responsabilité, dit-il, concerne également la suite de la reconstruction du P.C.R. après ses dernières défaites électorales: «Nous devons tirer les conséquences pour l'avenir des divisions qui ont lésé le Parti. Son Conseil politique en parlera dans les prochains jours. Nous allons tout faire pour rassembler la famille communiste; à celles et ceux qui nous ont quittés, nous ferons tout pour leur tendre la main».

«Nous n'avons pas d'ennemi en politique»

Interpellé par une auditrice de Saint-Louis «déçue des résultats de ces élections», Yvan Dejean a déclaré que «cette déception est normale mais il ne faut pas perdre courage. D'autres combats seront livrés par le peuple réunionnais avec le soutien du PCR; pour cela, nous devons nous unir autour de projets communs. Les Sections communistes ont déjà commencé à se réorganiser, à renforcer les contacts avec la population, à préparer les prochaines batailles».

Le responsable du PCR a conclu: «Nous n'avons pas d'ennemi en politique. Nous voulons le rassemblement le plus large possible de notre peuple autour d'une vision réunionnaise de nos problèmes et d'un projet de solutions pour La Réunion; et nous sommes prêts à en discuter avec tous les partis qui veulent réellement que La Réunion avance. C'est dans cet esprit que nous serons aussi présents aux élections régionales de l'an prochain».

Correspondant

Déclaration de la section PCR de Saint-André**Des progrès renforcent l'espoir pour l'avenir**

«Le second tour des élections municipales à Saint-André a confirmé la défaite subie par la liste du clan Fruiteau dès le 23 mars.

Sa stratégie de division fait payer au peuple Saint-Andréen le prix fort en réinstallant Jean Paul Virapoullé à la mairie de Saint-André.

Les militants de la Section de Saint-André du PCR saluent le résultat très encourageant -auquel ils ont apporté

toute leur part- de la liste de rassemblement conduite par Joé Bédier et Gélita Hoarau qui a progressé en pourcentage et en nombre de voix (plus de 800) entre les deux tours.

Ces progrès renforcent l'espoir pour l'avenir et la détermination des militants communistes Saint-Andréens à continuer la lutte pour le développement de leur commune dans tous ses aspects (démocratique, économique,

social et culturel), selon une perspective de rassemblement fait de confiance et de respect mutuels et dans l'esprit des valeurs et principes fondateurs du Parti Communiste Réunionnais.

Fait à Saint-André le 3 Avril 2014
Pour la Section, le secrétaire,
Jacky The Seng»

Mobilisation de la CGTR Ports et Docks

Un combat de longue haleine

A l'occasion d'une réunion d'information devant le Port Est, les dockers de la CGTR Ports et Docks ont dénoncé la sanction prévue pour un salarié de la SOMACOM. C'était le moment aussi de faire le bilan de la situation de la SERMAT, après la publication des rapports financiers et organisationnel.

Raphael Gossard, délégué CGTR du personnel à la SERMAT et co-trésorier de la Fédération Port et Docks, a expliqué qu'un des salariés de la SOMACOM était sous le coup d'une sanction, pour avoir invité le président de la SERMAT, Franck Doki-Thonon, à quitter les lieux de la SOMACOM.

Dénoncer une sanction injuste

En effet, «le président de la SERMAT, Franck Doki-Thonon est dans les bureaux de la SOMACOM, payé par la SGM» a expliqué le syndicaliste. Le délégué syndical, Monsieur Thomas lui explique qu'il n'a pas à être dans les locaux de la SOMACOM et lui demande de quitter les lieux, a indiqué Raphaël Gossard. Par la suite, la direction de la SOMACOM convoque le délégué syndical pour lui

annoncer qu'il sera sanctionné, «c'est pourquoi nous avons organisé une réunion d'information ce matin à l'entrée du Port, afin d'évoquer cette annonce et faire le point sur la situation à la SERMAT», a indiqué ce dernier.

Depuis, une délégation de la SOMACOM a rencontré la direction afin d'exiger la levée de la sanction. Pour les syndicalistes, il s'agit d'un nouvel exemple du traitement des dockers par leurs employeurs, qui n'hésitent pas à «faire pression».

La SERMAT, une situation en suspend

Concernant, la SERMAT, «nous avons eu trois réunions de CE, nous avons quitté la dernière réunion, la semaine dernière». «Les patrons nous tournent car sou d'riz, ce n'est



La bataille pour l'emploi au Port continue.

plus possible d'y assister. Ils nous mentent», a dénoncé Raphaël Gossard.

Depuis plusieurs années, le personnel de la SERMAT tente de faire infléchir les patrons sur la gestion du GIE, dont le dysfonctionnement a été prouvé par le rapport, «une gestion mafieuse du Port», et une gestion douteuse des employés.

En janvier, Danio Ricquebourg, actuel secrétaire général de la Fédération CGTR Port et Docks avait démontré, preuve à l'appui, des «erreurs du passé» relevée par les deux expertises. «Cela montre que notre combat

est juste depuis plus de 20 ans», avait alors affirmé Danio Ricquebourg. Parmi les erreurs citées, la mutualisation de la main d'œuvre bloquant tout le système de fonctionnement du port. Une certitude pour les experts, un Grand Port Maritime «est essentiel pour le développement de La Réunion» mais aujourd'hui comme les années précédentes, l'emploi des Réunionnais est menacé et le patronat joue le pourrissement pour conserver leurs marges de bénéfices.

Céline Tabou

Di sak na pou di

Ils, elle, sont «installés». Nous, c'est à venir

La démocratie est une alliance au-delà des urnes, entre trois légitimités: celle des élus qu'on a désigné, des producteurs de biens (acteurs économiques) et de services (acteurs des institutions et associations reconnues) et des habitants-citoyens. Sans ces deux légitimités là, la démocratie est bancal et en danger.

Le récent cyclone électoral a révélé le fossé existant entre ces trois composantes.

Mais les fils de reliance ne sont pas rompus, seulement effilochés, mais prêts à «péter» si nous restons inertes. Cinq fils sont en tension: ceux de la démocratie, de l'union, de la politique autrement, de la proximité, et des processus de décision.

• La démocratie? Cette tension est essentiellement due à deux visions, deux philosophies d'action: celle qui considère que les élus et les institutions sont les seuls, en tant que représentants, à devoir répondre aux attentes des «habitants» considérés comme objets de leurs soins (c'est «la politique») et les deux autres sphères qui considèrent, tout en reconnaissant le pouvoir de décision des élus, que les délibérations doivent être partagées par les trois (c'est

«le» politique).

Arrêtons de dénoncer la passivité des citoyens. Dans les deux sphères on n'a pas attendu le coup de sifflet des élus pour agir, prendre des initiatives en tous domaines, s'indigner, et quand il le faut, manifester. De très nombreux abstentionnistes en font partie.

Il faut dire que peu de candidats ont mis en avant cette énergie citoyenne pour venir localement à bout des problèmes posés par la crise, notamment en matière d'emploi: qui a parlé de l'économie sociale et solidaire, et du réservoir associatif indépendant?

• L'union? Tension entre, d'une part, les unions de circonstance guidées par l'arithmétique et les débauchages, avec le fumeux argument de la non différence entre les propositions de la droite et de la gauche. C'est oublier une longue histoire de combats, de conflits, de conquêtes pour la justice sociale, parfois douloureusement réprimées; et d'autre part, les unions de reliance inspirées par notre triptyque républicain: «liberté, égalité, fraternité», en lutte permanente contre les formes de repliement, de dislocation et de haine.

• La politique autrement? Tension entre «la» politique politicienne d'une aristocratie élective qui parle à tort et à travers de la «gouvernance», comme fonctionnement d'une machine gouvernante pour le bien du peuple (sur fond de guerre des «ego») et «le» politique du «vivre ensemble» dans tous les domaines, au-delà du seul secteur économique.

• La proximité? Tension entre ceux qui labourent «le terrain» affectivement en «amis», qui vont «s'occuper des gens» pour répondre à leurs attentes individuelles, en distribuant leurs bienfaits évidemment payants pour l'élection et la réélection; et ceux qui rejoignent «les territoires de vie» afin de faire en sorte que les citoyens deviennent sujets et acteurs de leur vie personnelle, familiale, collective, jusqu'à devenir citoyens du monde, à commencer par l'Océan Indien, en partant de leur expertise largement méconnue. C'est le passage du «local» au «global».

• Les processus de décision? Tension entre les élus qui considèrent que pour concrétiser leur programme et leurs promesses, ils devront négocier en «misouk» avec les échelons intercommunaux, départementaux, régionaux et étatiques sur fond de restrictions budgétaires tous azimuts, avant de les faire entériner par leurs Conseils; et ceux qui auront le courage, en amont de chaque projet, d'engager avec les producteurs de biens et de services et les citoyens, un diagnostic partagé avant de décider, en commençant par respecter et écouter ce qu'a à dire l'opposition. Il nous faut souligner la curieuse attitude préélectorale, pour des raisons personnelles, d'afficher les enjeux départementaux et régionaux en jouant à «saute-mouton» sur l'échelon intercommunal que les électeurs ont désigné, comme si nous leur avions donné «carte blanche». Ceci étant dit, si nous voulons réparer les fils endommagés, il faut commencer à sortir du «binaire» qui semble inscrit dans les gènes réunionnais, et consolidé malheureusement avec la départementalisation. C'est à l'origine de toutes les guerres.

La gouvernance n'est justement pas la guerre entre majorité et opposition, et entre deux visions du développement.

En sortant de l'arithmétique triomphante, disons que 1+1=3: la réunion des différences.

La première des décisions qui serait à prendre (peut-être avec l'appui des nouvelles équipes ou d'anciens conscients) c'est de reprendre une vieille mesure défendue par bien des révolutionnaires (Condorcet, Locke, Jean Jacques Rousseau) c'est la démocratie de surveillance sous forme de «contrôle des gouvernés sur les gouvernants» comme disait le grand philosophe républicain Alain. C'est en droite ligne avec les articles 14 et 15 de la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» indiquant clairement le droit de ces derniers à «demander compte à tout agent public de son administration» afin de «corriger les arithmies de l'appel aux urnes, faisant du peuple dormant un géant prêt à bondir» (Locke).

Rêvons de trois observatoires de la démocratie locale sur la base d'expertises indépendantes des pouvoirs locaux. Question de volonté politique pour cette expérimentation.

«Là où croit le péril, croit aussi ce qui sauve» (Patmos).

Marc Vandewynckele



Photo Toniox

"Alon sazanrézoné"

Billet philosophique

Pour une jeunesse réunionnaise libre et responsable

Allons continuer à réfléchir sur les problèmes évoqués vendredi dernier dans cette rubrique à partir des pensées émises par le journaliste anti-colonialiste français Edwy Plenel. Parce que d'autres événements se sont produits et d'autres réflexions ont été publiées ces derniers jours sur l'importance et l'urgence de préparer l'entrée du peuple réunionnais dans l'ère de la responsabilité pour résoudre ses problèmes. Des pistes ont également été tracées sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour aller dans ce sens.



De nombreux jeunes Portois se sont engagés dans la lutte avec le mouvement Jeuness Sa Mèm Mèm pour changer notre société injuste. La lutte continue.

Il est difficile d'oublier cette parole du célèbre aviateur, penseur et écrivain français Antoine de Saint-Exupéry (1900 – 1944), reconnu officiellement "mort pour la France" : «Être un homme c'est être libre et responsable». Eh bien, lors des dernières élections municipales à La Réunion, on a pu voir sur le terrain beaucoup de jeunes Réunionnais assumer des responsabilités et s'engager donc en tant qu'êtres humains dans des tâches militantes pour changer leur société en profondeur.

Certes, ces engagements n'ont pas toujours abouti à des victoires électorales, notamment en raison des divisions cultivées par les classes dominantes dans le peuple réunionnais afin de continuer à régner sur lui. Mais, comme l'a dit mardi dernier sur Réunion 1ère Radio le responsable politique et écrivain Ary Yée Chong Tchi Kan, «de plus en plus de jeunes Réunionnais se lèvent et entraînent une régénération des forces politiques dans le pays».

«Alors, allons-y !»

Cela nous fait repenser à «l'échange mené avec Mgr. Gilbert Aubry au Centre Saint-Ignace le mardi 4 mars 2014 (à réécouter sur le site www.jesuites974.com)», dont parle le Père jésuite Stéphane Nicaise dans un article du numéro 72 de la revue "Un p'tit mot, trois p'tits pas", sous le titre : «Redonnons du goût à l'avenir». Cet article rappelle notamment que «l'Évêque s'est fait le relai d'une proposition avancée depuis longtemps

par les acteurs économiques de notre île : "Si on paye des loisirs, si on paye du superflu, pourquoi ne pas payer nos agriculteurs et nos éleveurs ? Et pourquoi ne pas favoriser tout ce qui est nécessaire à la consommation locale ?". Autrement dit, consommons intelligent, consommons pays ! Et la grande bénéficiaire à long terme sera la jeunesse réunionnaise mise en situation de produire. Tous ces jeunes qui, normalement, devraient être le fer de lance de notre société».

Voilà pourquoi, «il est de notre responsabilité collective de faire changer la situation. Non pas par un coup de baguette magique, mais en faisant d'abord l'inventaire de nos moyens. C'est le sens de l'intervention de l'Évêque rappelant les nombreuses réussites des Réunionnais, avec l'exemple du site internet Réunionnais du Monde. "Oui, affirmait-il, nous avons les capacités pour pouvoir prendre en main nos affaires ici. Avec ce dont nous disposons, avec ce que nous vivons, il y a moyen". Mais ce n'est pas donné, ce n'est pas gagné sans combat, sans détermination et sans persévérance. L'urgence qui est sous nos yeux ne devrait cependant pas nous faire hésiter plus longtemps. La jeunesse réunionnaise est cette urgence.

L'Évêque n'a pas manqué de le rappeler : "Mais nos jeunes là, avec ce que nous développons comme style de vie, qu'est-ce qu'ils vont faire ? Et ce que nous produisons, comment l'exporter si ailleurs on ne peut pas l'acheter ? (...) J'ai une conviction : il faut que nous devenions responsables !".

Et un participant au débat, d'ajouter : "Il nous faut être socialement responsables ensemble". Alors, allons-y!", conclut le Père Stéphane Nicaise.

«Faisons confiance à la jeunesse !»

Ces appels vont dans le même sens que celui lancé récemment en France par l'AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville) et que nous a transmis un Réunionnais ami de la philo. Dans cet appel, Élise Renaudin, directrice déléguée de l'AFEV, déclare notamment : «Prenons en compte l'appétence des jeunes pour une meilleure compréhension des enjeux politiques. Ils sont très nombreux à souhaiter plus d'espaces d'explication et de débats à l'École, et la création de lieux de participation et de dialogue dans leur ville, les conseils d'enfants et de jeunes.

Dotons-nous des moyens nécessaires pour faire progresser la transparence dans l'action publique, encourager le débat, faire confiance à l'avis des citoyens. La démocratie y gagnerait un nouveau souffle. Il y a de réelles raisons de croire en un renouveau de l'action collective, pour autant que les organisations associatives, politiques et syndicales s'appuient sur la demande d'action concrète et de reconnaissance qui s'exprime. Faisons confiance à la jeunesse !».

À La Réunion également, allons voir ensemble comment — notamment dans le système éducatif — préparer les jeunes à prendre en main l'avenir de leur pays. C'est ainsi que nous aurons de plus en plus une jeunesse réunionnaise libre et responsable.

Roger Orlu

(*) Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! redaction@temoignages.re

Otè!

Mi pans pa bononm-la va mète la vil lo por dsi son Zénith!

Zot i souvien l'ané 2010? Sa in mové l'ané pou bann progrèsis, in bon l'ané pou sak i profèr viv dann fénoir. L'ané-la, Paul vergès la pèrd la prézidans la réjyon é Didier Robert la rantré. Dann piramid tèt-an-ba, li la fé in diskour pou di son program!..dizon son kont-program vi k'li té i propoz fé lo kontrèr d'sak Vergès té apré fé. Rant son bann mézir li la déklar li sava bar shomin la MCUR. Tout in bann demoun shofé la bate la min é mi pans bann zipokrite la fé konmsi zot lété pou arien la-dan. Lo mèr Sin-Pol, dann tan-la, la di sa la pa son program é la pa diskite la-dsi avèk èl...Moin pèrsonèl, moin la pans sa lété in l'atak an règ kont la kiltir progrèsist, mé konm mi kont pou la po patat, sa té i fé pa arien pèrsonè.

Mi sort lir dsi in blog, lo nouvo mèr Sin-Pol l'avé désid konsèrv lo nom Cimendef pou lo batiman l'apré fé dan la vil, mé la désid transform sa an magazin. Madam l'ansien mèr la komine, la mank toufé épi èl la déklar i donn pa lo nom in gran shèf marron in spès gran magazin. Moin la mèm lir in blog téi di konm sa; "Cimendef pardone azot, zot i koné pa sak zot i fé". Moin pèrsonèl mi pans pa i fo pardonné pars tout sak i atak la kiltir rényonèz i atak nout l'idantité, nout péi, i atak osi lo pèp rényoné. Pardone pa, mé lite kont sa pars sa sé in krime ni pé pa aksépté. Ankor in l'atak kont la kiltir? Asé avèk sa!

Moin la antann osi in nouvo mèr, sète lo Port-in dalon l'ansien mèrès sin-Pol,, apré di li la pa bézoin Zénith dann la komine toultan ké li sar lo mèr la komine i fèr ar pa in n'afèr konmsa.. Si sa la pa in l'atak kont la kiltir, sa i rosanm bien. Zénith téi doi fé inn Sin-Dni épi bann sosyalis la kass lo z'afèr. La komine lo Por la ropran program-la. Pars sa té i pran la suit in projé kominal pou in sal spékta, épi té in bone afèr pars gouvèrnanm té i pèy près tout. Kan ou i komans in manda par in l'atak kont la kiltir, sa la pa in bon sign ditou. Mi pans pa boug-la va port la komine Lo Por dsi son Zénith.

Justin

NB dé késtyon: Lo nouvo mèr, d'aprè sak mi kroi, l'avé vote pou in sal spékta kan lo projé té éné. Mèm, li té pa kont lo Zénith kan lo TCO la pran sa an sharj d'aprè sak moin la tandi dir. Zordi li osi li atak la kiltir. Sa la pa in bon sign mi di azot. Par l'fèt, nana in ténin kosté sanm lo ténin pou fé lo Zénith. Moin la tandi dir té i doi fé in nouvo mcur la dsi. Sèt-la osi i fèr ar pa alor? Rès pa dann fénoir don!